

ASSOCIATION SIE VALS DE SAINTONGE

Siège social : 3 Rue du 8 juin
17400 BIGNAY

**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS
Exercice clos le 31 décembre 2025**

ASSOCIATION SIE VALS DE SAINTONGE

Siège social : 3 Rue du 8 juin

17400 BIGNAY

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES

SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos le 31 décembre 2025

Aux membres de l'association SIE VALS DE SAINTONGE,

I- Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association SIE VALS DE SAINTONGE relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2025, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

II- Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

1 Rue du Bois d'Huré – 17140 LAGORD – Tél : 05 46 00 37 00

E-mail : contact.larochelle@groupe-unisens.fr

S.A.S. EURECAC au capital de 8 000€ - R.C.S La Rochelle 441 160 595 – SIRET 441 160 595 00027

N° de TVA : FR23441160595

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le Code de commerce et par le Code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2025 à la date d'émission de notre rapport.

Observation

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur le changement de méthode comptable décrit dans les « Règles générales » de la partie « Principes et méthodes comptables » de l'annexe des comptes annuels relatif à l'application du règlement ANC 2022-06 sur la modernisation des états financiers.

III- Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L. 821-53 et R. 821-180 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

La note de l'annexe intitulée « Subventions de fonctionnement » fait état d'un volume de subventions de fonctionnement pour un montant total de 988 329 euros. Ces aides ont entraîné une traduction comptable des engagements pris envers les financeurs. Dans le cadre de notre appréciation des règles et des principes comptables suivis par votre association, nous nous sommes assurés que les éléments inscrits en produits et en produits à recevoir sont correctement évalués et justifiés par des conventions.

IV- Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas eu connaissance d'autres documents en lien avec les comptes annuels qui pourraient être transmis aux membres de l'association. Par conséquent, nous ne nous prononçons pas sur les autres informations financières qui auraient pu être communiquées aux membres.

V- Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'administration.

VI- Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du Code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association. Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;

- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation.

S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Lagord, le 21 mai 2026
Pour la SAS EURECAC



Valérie GUIBERT
Le Commissaire aux Comptes

Bilan Actif



Actif		Au 31/12/2025			Au 31/12/2024
		Montant brut	Amort. ou Prov.	Montant net	Montant net
Frais d'établissement (I)					
Actif immobilisé	Frais de développement				
	Donations temporaires d'usufruit				
	Concessions, brevets, licences, marques, procédés, solutions informatiques, droits et valeurs similaires ⁽¹⁾				
	Immobilisations incorporelles en cours, avances et acomptes				
	TOTAL				
	Terrains	10 200		10 200	3 000
	Constructions	102 900	39 387	63 512	
	Installations techniques, matériel et outillage industriels	450 108	290 248	159 860	142 030
	Immobilisations corporelles en cours, avances et acomptes				
	TOTAL	563 208	329 635	233 573	145 030
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés					
Actif immobilisé	Participations				
	Créances rattachées à des participations				
	Autres titres immobilisés				96
	Prêts				
	Autres immobilisations financières	2 043		2 043	1 917
	TOTAL	2 043		2 043	2 013
Total (II)		565 251	329 635	235 616	147 043
Actif circulant	Stocks et en cours	12 630		12 630	14 366
	Créances clients, usagers et comptes rattachés	175 838	1 092	174 746	115 104
	Créances reçues par legs ou donations				
	Autres créances	91 585		91 585	81 131
	Charges constatées d'avance	37 514		37 514	22 939
	TOTAL	304 938	1 092	303 846	219 175
	Instruments financiers à terme et jetons détenus				
Actif circulant	Disponibilités	190 856		190 856	146 828
	Total (III)	508 425	1 092	507 333	380 370
Frais d'émission des emprunts (IV)					
Primes de remboursement des emprunts (V)					
Écart de conversion et différence d'évaluation - Actif (VI)					
TOTAL GÉNÉRAL DE L'ACTIF (I+II+III+IV+V+VI)		1 073 676	330 727	742 949	527 413
Renvois	(1) Dont droit au bail (2) Part à moins d'un an (brut) des immobilisations financières (3) Dont à plus d'un an (brut)				

Bilan Passif



Passif		Au 31/12/2025	Au 31/12/2024
Fonds propres	Fonds propres sans droit de reprise		
	Fonds propres statutaires		39 228
	Fonds propres complémentaires	39 228	
	Fonds propres avec droit de reprise		
	Fonds propres statutaires		
	Fonds propres complémentaires		
	Écarts de réévaluation		
	Réserves		
	Réserves statutaires ou contractuelles		
	Réserves pour projet de l'entité		
	Autres réserves		
	Report à nouveau	45 769	-44 093
Excédent ou déficit de l'exercice		131 259	89 862
Situation nette (sous-total)		216 257	84 998
Fonds propres	Fonds propres consommables		
	Subventions d'investissement	60 630	37 012
	Provisions réglementées		
	Total (I)	276 887	122 010
Autres fonds propres	Montant des émissions de titres participatifs		
	Avances conditionnées		
Total (I bis)			
Fonds reportés et dédiés	Fonds reportés liés aux legs ou donations		
	Fonds dédiés		
Total (II)			
Provisions	Provisions pour risques		
	Provisions pour charges		
Total (III)			
Dettes	Emprunts obligataires et assimilés		
	Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit ⁽¹⁾	40 665	59 980
	Emprunts et dettes financières diverses ⁽²⁾	109 852	42 375
	Instruments financiers à terme		
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés	80 413	90 190
	Dettes des legs ou donations		
	Dettes fiscales et sociales	150 846	189 184
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
	Autres dettes	60 000	23 672
Produits constatés d'avance		24 282	
Total (IV)		466 061	405 402
Écart de conversion et différences d'évaluation - Passif (V)			
TOTAL GÉNÉRAL DU PASSIF (I+I bis+II+III+IV+V)		742 949	527 413
Renvois	(1) Dont concours bancaires courants et soldes créditeurs de banques	11 619	16 944
	(2) Dont emprunts participatifs		

Compte de résultat

		Du 01/01/2025 Au 31/12/2025 12 mois	Du 01/01/2024 Au 31/12/2024 12 mois
Produits d'exploitation	Cotisations		
	Ventes de biens et services		
	Ventes de biens	6 654	2 850
	dont ventes de dons en nature		
	Ventes de prestations de service	839 005	682 231
	dont parrainages		
	Produits de tiers financeurs		
	Concours publics et subventions d'exploitation	997 250	1 049 270
	Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable		
	Ressources liées à la générosité du public		
	Dons manuels		
	Mécénats		
	Legs, donations et assurances-vie		
Charges d'exploitation	Contributions financières		
	Reprises sur amortissements, dépréciations et provisions		23 000
	Produits des cessions d'immobilisations incorporelles et corporelles	1 500	
	Utilisations des fonds dédiés		
	Autres produits	23 551	27 101
	Total des produits d'exploitation (I)	1 867 962	1 784 453
	Achats de marchandises		
	Variation de stocks		
	Autres achats et charges externes	401 551	380 505
	Aides financières		
	Impôts, taxes et versements assimilés	22 741	23 923
	Salaires	1 132 082	1 096 350
	Cotisations sociales	147 639	163 316
	Dotations aux amortissements et aux dépréciations	37 501	32 129
	Dotations aux provisions	1 092	
	Valeurs comptables des immobilisations incorporelles et corporelles cédées		
	Reports en fonds dédiés		
	Autres charges	498	1 073
	Total des charges d'exploitation (II)	1 743 106	1 697 297
1. RESULTAT D'EXPLOITATION (I - II)		124 856	87 156
Produits financiers	De participations		
	D'autres valeurs mobilières et créances d'actif immobilisé		
	Autres intérêts et produits assimilés	1 390	1 442
	Reprises sur dépréciations et provisions		
	Différences positives de change		
	Produits des immobilisations financières cédées		
	Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement et d'instruments de trésorerie		
	Total des produits financiers (III)	1 390	1 442
Charges financières	Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
	Intérêts et charges assimilées	2	0
	Différences négatives de change		
	Valeurs comptables des immobilisations financières cédées		
	Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement et d'instruments de trésorerie		
	Total des charges financières (IV)	2	0
2. RESULTAT FINANCIER (III - IV)		1 388	1 442
3. RESULTAT COURANT avant impôts (I - II + III - IV)		126 244	88 599

Compte de résultat

		Du 01/01/2025 Au 31/12/2025 12 mois	Du 01/01/2024 Au 31/12/2024 12 mois
Produits exceptionnels (V)	Total	6 128	11 821
Charges exceptionnelles (VI)	Total	1 113	10 551
4. RESULTAT EXCEPTIONNEL (V - VI)		5 015	1 269
Participation des salariés aux résultats (VII)			
Impôts sur les bénéfices (VIII)			6
Total des produits (I + III + V)		1 875 481	1 797 717
Total des charges (II + IV + VI + VII + VIII)		1 744 222	1 707 855
EXCÉDENT OU DÉFICIT		131 259	89 862
Évaluation des contributions volontaires en nature			
Contributions volontaires en nature			
Dons en nature			
Prestations en nature			
Bénévolat			
TOTAL			
Charges des contributions volontaires en nature			
Secours en nature			
Mises à disposition gratuite de biens			
Prestations en nature			
Personnel bénévole			
TOTAL			

1 Présentation de l'association

L'Association SIE VALS DE SAINTONGE situe son action dans le champ de de l'Economie Sociale et Solidaire et plus particulièrement dans celui de l'insertion par l'Activité Economique. Elle a pour mission et activité de favoriser la progression des personnes jeunes et adultes éloignées conjoncturellement ou structurellement de l'activité économique pour faciliter leur insertion sociale et professionnelle et de contribuer au développement local par la réalisation d'actions concrètes et utiles au territoire et à ses habitants.

Les moyens mis en œuvre par l'association sont :

- Mutualiser des travaux d'intérêts collectifs auprès des collectivités territoriales et des associations du Saintonge, et proposer en complément, des prestations aux entreprises et particuliers afin de créer des postes de travail ;
- Utiliser les mesures d'insertion et d'emploi engagées par l'Etat et les collectivités territoriales pour accompagner les publics les plus fragilisés notamment par la mise en œuvre de chantiers d'insertions ;
- S'inscrire dans un travail partenarial avec les acteurs socio-économiques locaux afin de favoriser la recherche de solutions durables d'emploi pour les bénéficiaires de l'action.

2 Principes et méthodes comptables

Règles générales

L'association a arrêté ses comptes et rédigé son annexe conformément aux dispositions du règlement ANC N°2022-06 du 04 novembre 2022 relatif au plan comptable général et appliquant les dispositions particulières du règlement ANC n° 2018-06 du 5 décembre 2018 relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif.

Les conventions comptables ont été appliquées avec sincérité dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- Continuité de l'exploitation ;
- Permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre ;
- Indépendance des exercices.

Et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Seules sont exprimées les informations significatives. Sauf mention, les montants sont exprimés en euros.

Immobilisations corporelles et incorporelles

Les immobilisations corporelles et incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition pour les actifs acquis à titre onéreux, à leur coût de production pour les actifs produits par l'entreprise, à leur valeur vénale pour les actifs acquis à titre gratuit et par voie d'échange.

Le coût d'une immobilisation est constitué de son prix d'achat, y compris les droits de douane et taxes non récupérables, après déduction des remises, rabais commerciaux et escomptes de règlement de tous les coûts directement attribuables engagés pour mettre l'actif en place en état de fonctionner selon l'utilisation prévue.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée de vie prévue.

- Constructions : 10 à 50 ans ;
- Installations techniques : 5 à 10 ans ;
- Matériel et outillage industriels : 5 à 10 ans ;
- Installations générales, agencements et aménagements divers : 10 ans ;
- Matériel de transport : 4 à 5 ans ;
- Matériel de bureau : 5 à 10 ans ;
- Matériel informatique : 3 ans ;
- Mobilier : 10 ans.

La durée d'amortissement retenue par simplification est la durée d'usage pour les biens non décomposables à l'origine.

3 Informations relatives aux postes du bilan et du compte de résultat

3.1 Actif immobilisé

À leur date d'entrée dans le patrimoine de l'entité, la valeur des actifs est déterminée dans les conditions suivantes :

- Les actifs acquis à titre onéreux sont comptabilisés à leur coût d'acquisition ;
- Les actifs produits par l'entité sont comptabilisés à leur coût de production ;
- Les actifs acquis à titre gratuit sont comptabilisés à leur valeur vénale ;
- Les actifs acquis par voie d'échange sont comptabilisés à leur valeur vénale.

Les subventions obtenues le cas échéant pour l'acquisition ou la production d'un bien (actif non financier) sont sans incidence sur le calcul du coût des biens financés

3.1.1 État de l'actif immobilisé (brut)

Immobilisations		Valeur brut début (A)	Augmentations (B)	Diminutions (C)		Valeur brute fin (D)
				Sorties	Virements	
Imm. incorporelles	Frais d'établissement Total I	-	-	-	-	-
	Autres immobilisations incorporelles Total II	-	-	-	-	-
Immobilisations corporelles	Terrains	3 000	7 200	-	-	10 200
	Constructions	38 100	64 800	-	-	102 900
	Install. Tech., mat., outillage	288 580	27 244	-	-	315 824
	Install. générales, ag. Am. divers	15 370	968	-	-	16 338
	Matériel de transport	102 769	19 692	13375	-	109 086
	Mat bur., informatique, mobilier	2 721	6 138	-	-	8 859
	Immo. Corp. En cours	-	-	-	-	-
	Avances et acomptes	-	-	-	-	-
	Total III	450 540	126 042	13 375	-	563 207
Immobilisations financières	Participations	-	-	-	-	-
	Créances rattachées à des part.	-	-	-	-	-
	Autres titres immobilisés	96	-	96	-	0
	Prêts et autres immo. financières	1 917	127	-	-	2 044
	Total IV	2 013	127	-	-	2 044
Total général		452 553	126 169	13 471	-	565 251

3.1.2 Amortissements de l'actif immobilisé

Immobilisations		Amortissements début (A)	Augmentations (B)	Diminutions (C)	Amortissements fin (D)
Amortissements incorporelles	Frais d'établissement Total I	-	-	-	-
	Autres immobilisations incorporelles Total II	-	-	-	-
Amortissements corporelles	Terrains	-	-	-	-
	Constructions	38 100	1 287	-	39 387
	Install. Tech., mat., outillage	194 461	28 626	-	223 087
	Install. générales, ag. Am. divers	15 370	33	-	15 403
	Matériel de transport	54 858	7251	13 375	48 733
	Mat bur., informatique, mobilier	2 721	301	-	3 022
	Immo. Grevés de droits	-	-	-	-
	Total III	305 510	37 498	13 375	329 633
Total général		305 510	37 498	13 375	329 633

3.1.3 Amortissements et dépréciations - État de rapprochement entre ouverture et clôture

Amortissement et dépréciation	Début de l'exercice	Augmentations		Diminutions		Fin de l'exercice
		Amortissement	Dépréciation	Amortissement	Dépréciation	
Incorporelles	-	-	-	-	-	-
Corporelles	305 510	37 498	-	13 375	-	329 633
TOTAL	305 510	37 498	-	13 375	-	329 633

3.2 Fonds propres

La présentation des fonds propres dans le bilan est normée dans le règlement ANC n°2014-03 du 5 juin 2014 relatif au plan comptable général et appliquant les dispositions particulières du règlement ANC n° 2018-06 du 5 décembre 2018 relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif.

Le résultat comptable ne pouvant être attribué aux adhérents, qui n'ont aucun droit individuel celui-ci, le résultat positif est appelé « excédent » et le résultat négatif « déficit ». L'instance statutairement compétente se prononce sur l'affectation de l'excédent ou déficit.

Aucune distinction n'est faite entre le résultat définitivement acquis ou celui sous contrôle des tiers financeurs, soit pouvant être repris par un tiers financeur.

Une seule ligne est consacrée au résultat global de l'exercice sous la rubrique des fonds propres.

Les subventions d'investissements affectées à un bien renouvelable par l'association ou la fondation sont maintenues au passif dans les fonds propres avec ou sans droit de reprise.

3.2.1 Fonds propres (hors report à nouveau et résultat de l'exercice)

L'apport sans droit de reprise implique la mise à disposition définitive d'un bien. Pour être inscrit en fonds propres, cet apport doit correspondre à un bien durable utilisé pour les besoins de l'association. Dans le cas contraire, il est inscrit en résultat.

Variation des fonds propres	A l'ouverture de l'exercice	Affectation du résultat		Augmentation		Diminution ou consommation		A la clôture de l'exercice
	Montant	Montant	Dont générosité du public	Montant	Dont générosité du public	Montant	Dont générosité du public	Montant
Fonds propres sans droit de reprise	39 229	-	-	-	-	-	-	39 229
Fonds propres avec droit de reprise	-	-	-	-	-	-	-	-
Ecart de réévaluation	-			-		-		-
Réserves	-	-	-	-		-		-
Report à nouveau	- 44 092	89 863	-	-		-		45 769
Excédent ou déficit de l'exercice	89 863	-89 863	-	131 259	-	-	-	131 259
Dotations consommables	-	-	-	-	-	-	-	-
Subventions d'investissement	37 012			32 549		8 931		60 630
Provisions réglementées	-			-		-		-
TOTAL	122 012	-	-	163 808	-	8 921	-	276 888

a. Le résultat de l'exercice

Il se compose de :

- 1) 131 259.51 euros de résultat définitivement acquis à l'organisme ;

b. Subventions de fonctionnement

EMETTEUR	Libellé	Montants			
		Report subvention N-1 non utilisée	Subvention attribuée en N	Subvention utilisée en N	Subvention restant à utiliser en N+1
Département de la Charente-Maritime	Subvention de fonctionnement		98 341	98 341	
CD Charente-Maritime	Subvention de fonctionnement		634 868	634 868	
CD Charente-Maritime	Subvention de fonctionnement		32 081	32 081	
DDETS de Charente-Maritime	Subvention de fonctionnement		120 689	120 689	
Département de la Charente-Maritime	Subvention de fonctionnement		82 350	82 350	
DDETS de Charente-Maritime	Subvention de fonctionnement		20 000,00	20 000,00	
	Total des subventions		988 329	988 329	

c. État des échéances des créances et des dettes à la clôture de l'exercice

ÉTAT DES CRÉANCES		Montant brut	À 1 an au plus	À plus d'un an
DE L'ACTIF IMMOBILISÉ	Créances rattachées à des participations	-		
	Prêts	-		
	Autres	-		
DE L'ACTIF CIRCULANT	Créances Clients et Comptes rattachés	174 746		
	Autres	91 585		
Charges constatées d'avance		37 514		
TOTAL		303 845		

ÉTAT DES DETTES		Montant brut	A 1 an au plus	A + d'1 an et 5 ans au +	A + de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles		-			
Autres emprunts obligataires		-			
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	à 1 an maximum à l'origine	40 665	19 315	21 352	
	à plus d'1 an à l'origine				
Emprunts et dettes financières divers		109 853	3 375	106 477	
Fournisseurs et comptes rattachés		80 413			
Dettes fiscales et sociales		150 846			
Dettes sur immobilisations et Comptes rattachés		-			
Autres dettes		60 000			
Produits constatés d'avance		-			
TOTAL		-			

33 Informations relatives à la fiscalité

"L'association est soumise à la fiscalité des associations, conformément aux règles en vigueur."

34 Informations relatives à l'effectif

Effectif moyen du personnel	Personnel salarié	Dont CDDI
Cadres	1	
Agents de maîtrise et Techniciens		
Employés	45	42
Ouvriers		
Total	46	42

35 Autres informations

Les honoraires du Groupe Unisens, en qualité de commissaire aux comptes, relatifs à l'intervention sur les comptes annuels de l'exercice 2025 du SIE VALS DE SAINTONGE, s'élèvent à la somme de 8 760 euros.